

RAPPORT INTERMÉDIAIRE

POUR LES NEUF MOIS TERMINÉS LE 30 OCTOBRE 2010



Reitmans

**REITMANS EST LE CHEF DE FILE DES DÉTAILLANTS
SPÉCIALISÉS AU CANADA. NOUS METTONS L'ACCENT SUR LA
CLIENTÈLE ET LA VALEUR ET NOUS VISON L'EXCELLENCE.
EN ENCOURAGEANT L'INNOVATION, LA CROISSANCE,
LE DÉVELOPPEMENT ET LE TRAVAIL D'ÉQUIPE, NOUS
CHERCHONS À OFFRIR À NOTRE CLIENTÈLE CE QU'IL Y A DE
MIEUX SUR LE MARCHÉ EN TERMES DE QUALITÉ ET DE VALEUR.**

À NOS ACTIONNAIRES

Le chiffre d'affaires de la période de neuf mois terminée le 30 octobre 2010 a augmenté de 1,6 %, s'établissant à 800 793 000 \$, contre 788 407 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2009. Le chiffre d'affaires des magasins comparables est inchangé. Le bénéfice d'exploitation avant l'amortissement (le « BAIIA »¹) de la période a crû de 24,6 %, pour s'établir à 151 022 000 \$, contre 121 171 000 \$ un an auparavant. La marge brute de la société s'est accrue, passant de 64,0 % à 68,1 % pendant les neuf premiers mois de l'exercice 2011, essentiellement en raison de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le bénéfice net s'est accru de 42,3 %, pour s'élever à 75 620 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 1,12 \$, contre 53 148 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 0,77 \$, pour la même période l'an dernier.

Le chiffre d'affaires du troisième trimestre, terminé le 30 octobre 2010, a diminué de 1,7 %, s'établissant à 266 162 000 \$, contre 270 684 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent, terminé le 31 octobre 2009. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a régressé de 3,1 % par rapport à celui de la période de 13 semaines correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA¹ a diminué de 0,3 %, pour s'établir à 41 966 000 \$, comparativement à 42 098 000 \$ pour l'exercice précédent. La marge brute de la société est passée de 65,2 % à 66,7 % au troisième trimestre terminé le 30 octobre 2010, une augmentation qui s'explique essentiellement par le raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain. Le bénéfice net a augmenté de 1,9 %, pour se chiffrer à 19 274 000 \$, soit un bénéfice dilué par action de 0,29 \$, comparativement à 18 921 000 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, soit un bénéfice dilué par action de 0,28 \$.

Le chiffre d'affaires du mois de novembre (période de quatre semaines terminée le 27 novembre 2010) est inchangé par rapport à celui de novembre 2009, alors que celui des magasins comparables a diminué de 1,0 %.

Au cours du troisième trimestre, la société a ouvert 9 nouveaux magasins, soit 2 Reitmans, 1 Smart Set, 1 RW & CO., 1 Cassis, 1 Penningtons et 3 Addition Elle et elle en a fermé 7. Au 30 octobre 2010, la société comptait 979 magasins en exploitation, soit 364 Reitmans, 161 Smart Set, 68 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 22 Cassis, 165 Penningtons et 123 Addition Elle, par rapport à un total de 981 magasins au 31 octobre 2009. La société prévoit ouvrir 4 nouveaux magasins et en fermer 14 au cours du présent exercice.

À la réunion du conseil d'administration tenue le 1^{er} décembre 2010, un dividende trimestriel (constituant les dividendes admissibles) de 0,20 \$ en espèces par action a été déclaré pour la totalité des actions de catégorie A sans droit de vote et des actions ordinaires en circulation de la société. Le dividende est payable le 27 janvier 2011 aux actionnaires inscrits aux registres le 7 janvier 2011.

Tel qu'elle l'a annoncé dans son communiqué de presse du 22 novembre dernier, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto de procéder à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Dans le cadre de cette offre de rachat, la société peut racheter jusqu'à concurrence de 2 638 115 actions sans droit de vote de catégorie A de la société, soit 5 % des actions sans droit de vote de catégorie A émises et en circulation en date du 17 novembre 2010. L'offre a débuté le 28 novembre 2010 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2011.

Au nom du conseil d'administration,
Le président du conseil et chef de la direction,

(signé)

Jeremy H. Reitman
Montréal, le 1^{er} décembre 2010

FAITS SAILLANTS

CHIFFRE D'AFFAIRES	800 793 000 \$	+	1,6 %
BAIIA¹	151 022 000 \$	+	24,6 %
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS	108 038 000 \$	+	39,6 %
BÉNÉFICE NET	75 620 000 \$	+	42,3 %
BÉNÉFICE PAR ACTION²	1,12 \$	+	45,4 %
ENCAISSE ET PLACEMENTS	270 289 000 \$	+	12,9 %
MAGASINS	979	-	0,2 %

¹ Les présents faits saillants font référence au BAIIA, mesure financière non conforme aux PCGR qui se définit comme étant le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement. La société est d'avis que cette mesure fournit des renseignements significatifs sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés qu'une telle mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

² Bénéfice par action après dilution.

RAPPORT DE GESTION SUR LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

POUR LES PÉRIODES TERMINÉES LE 30 OCTOBRE 2010

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation (le « rapport de gestion ») de Reitmans (Canada) Limitée (« Reitmans » ou la « société ») doit être lu à la lumière des états financiers non vérifiés pour la période terminée le 30 octobre 2010, des états financiers vérifiés de Reitmans pour l'exercice terminé le 30 janvier 2010 ainsi que des notes y afférentes, lesquels sont disponibles sur le site www.sedar.com. Le présent rapport de gestion est daté du 1^{er} décembre 2010.

Tous les renseignements financiers contenus dans le présent rapport de gestion et dans les états financiers de Reitmans ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR ») du Canada, à l'exception de certains renseignements désignés à titre de mesures non conformes aux PCGR, dont il sera question plus loin. Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans le présent rapport sont libellés en dollars canadiens. Les états financiers et le présent rapport de gestion ont été examinés par le comité de vérification de Reitmans et ont reçu l'approbation du conseil d'administration de la société le 1^{er} décembre 2010.

Des renseignements supplémentaires sur Reitmans, notamment la notice annuelle 2010 de la société, sont disponibles sur le site Web de la société, à l'adresse www.reitmans.ca, ou sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

À l'exception des déclarations de fait, lesquelles sont vérifiables indépendamment à la date ci-contre, toutes les déclarations contenues dans le présent rapport sont prospectives. Toutes les déclarations, formulées d'après les attentes actuelles de la direction, comportent de nombreux risques et incertitudes, connus ou non, un nombre important desquels sont indépendants de la volonté de la société. Parmi ces risques, citons, sans limitation : l'impact de la conjoncture économique en général, la conjoncture générale de l'industrie de vente au détail, la saisonnalité, les conditions météorologiques et les autres risques qui sont inclus dans les documents publics de la société. En conséquence, les résultats réels futurs peuvent s'avérer considérablement différents des résultats prévus contenus dans les déclarations prospectives. Les lecteurs sont avisés de ne pas accorder une confiance exagérée aux déclarations prospectives ci-incluses. Ces déclarations traitent seulement de la situation au jour où elles ont été exprimées et la société n'a aucune obligation et désavoue toute intention de mettre à jour ou de revoir de telles déclarations à la suite d'un quelconque événement, circonstance ou autre, sauf dans la mesure où les lois en valeurs mobilières qui s'appliquent ne l'y obligent.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

En plus des mesures du bénéfice selon les PCGR du Canada, le présent rapport de gestion contient des références à une mesure du bénéfice additionnelle, le bénéfice avant les intérêts, les impôts, l'amortissement et le revenu de placement (le « BAIIA »). L'amortissement comprend la radiation des immobilisations. La société est d'avis que cette mesure fournit des renseignements importants sur son rendement ainsi que sur ses résultats d'exploitation. Toutefois, les lecteurs sont avisés que cette mesure financière non conforme aux PCGR n'a pas de définition normalisée aux termes des PCGR et peut ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, elle ne devrait pas être considérée isolément.

Le tableau qui suit présente le rapprochement du BAIIA aux mesures conformes aux PCGR présentées dans les états des résultats pour les périodes de neuf mois et les trimestres terminés le 30 octobre 2010 et le 31 octobre 2009.

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	108 038 000 \$	77 368 000 \$	27 644 000 \$	27 480 000 \$
Intérêts sur la dette à long terme	583 000	642 000	189 000	209 000
Revenu de placement	(2 674 000)	(2 020 000)	(1 030 000)	(613 000)
Amortissement	45 075 000	45 181 000	15 163 000	15 022 000
BAIIA	151 022 000 \$	121 171 000 \$	41 966 000 \$	42 098 000 \$

La société présente également le chiffre d'affaires des magasins comparables, qui est le chiffre d'affaires généré par les magasins ouverts depuis au moins un an.

Le chiffre d'affaires de magasins comparables n'est pas une mesure du bénéfice reconnue selon les PCGR et n'a donc pas de définition normalisée aux termes de ceux-ci. Le chiffre d'affaires de magasins comparables dont il est question dans le présent rapport de gestion peut donc ne pas être comparable à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Reitmans est un détaillant canadien spécialisé dans les vêtements pour dames. La société détient sept bannières : Reitmans, Smart Set, RW & CO., Thyme Maternité, Cassis, Penningtons et Addition Elle. Chaque bannière vise un créneau précis du marché de détail et possède un programme de marketing qui lui est propre, de même qu'un site Web distinct. Ainsi, la société peut continuer d'améliorer ses marques et d'assurer une fidélisation accrue de sa clientèle. La société a plusieurs concurrents dans chacun de ces divers créneaux, y compris des chaînes de magasins spécialisées locales, régionales et nationales, des grands magasins ainsi que des concurrents étrangers. La société exploite des magasins partout au Canada, dans les galeries marchandes, les centres commerciaux linéaires et les mégacentres commerciaux de même que sur les grandes artères commerciales. La société veille au développement constant de tous ses secteurs d'activité en investissant dans les magasins, la technologie et son personnel. La société poursuit sa croissance en continuant d'offrir aux consommateurs canadiens des vêtements et des accessoires de mode à prix abordables offrant le meilleur rapport qualité-prix.

La société exploite un site Web de commerce électronique de marchandises pour ses bannières taille plus (Penningtons et Addition Elle). Ce canal de vente en ligne offre la commodité, la sélection et la facilité d'achat tout en accroissant la fidélisation de la clientèle et la notoriété des marques. Le lancement prévu par la société d'un site Web de commerce électronique pour la bannière Reitmans a été reporté au quatrième trimestre de l'exercice 2011.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 30 OCTOBRE 2010 (LES « NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2011 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DE LA PÉRIODE DE NEUF MOIS TERMINÉE LE 31 OCTOBRE 2009 (LES « NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE 2010 »)

Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de l'exercice 2011 a augmenté de 1,6 %, pour s'établir à 800 793 000 \$, contre 788 407 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Le chiffre d'affaires des magasins comparables est inchangé. La société a affiché de légères améliorations au cours des deux premiers trimestres, cependant, au troisième trimestre, les consommateurs ont semblé avoir réduit leurs dépenses. Dans son *Rapport sur la politique monétaire* d'octobre 2010, la Banque du Canada a modifié son évaluation des perspectives économiques au Canada, prévoyant une croissance plus lente pendant l'année 2010 et 2011. Statistique Canada a déclaré que, bien que l'indice des prix à la consommation se soit accru en août et en septembre, les prix du secteur des vêtements et des chaussures ont décliné. La pression à la baisse sur les prix au détail des vêtements s'explique principalement par la concurrence grandissante ainsi que par les clients qui exigent des prix avantageux. Malgré tout, la société a pu maintenir le chiffre d'affaires des magasins comparables grâce à la valeur des produits qu'elle continue à offrir, qui reflètent un bon rapport qualité-prix. Les conditions de vente difficiles connues plus tôt au cours de l'exercice dans l'ouest du Canada ont persisté, tandis que l'est du Canada, en particulier au Québec et en Ontario, a affiché une hausse du chiffre d'affaires.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le BAIIA a augmenté de 29 851 000 \$, ou 24,6 %, pour s'établir à 151 022 000 \$, comparativement à 121 171 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. S'élevant à 68,1 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la marge brute de la société a progressé par rapport à celle de 64,0 % pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Puisque la société règle la majeure partie de ses achats de marchandises en dollars américains, une variation importante de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain a une incidence sur le bénéfice. La progression de la marge brute découle principalement de l'incidence de la baisse des coûts des marchandises vendues, par rapport aux achats connexes, imputable à l'appréciation du dollar canadien au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010 et au début de l'exercice 2011. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,03 \$CA, contre 1,15 \$CA pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 ont varié entre un plafond de 1,08 \$CA et un plancher de 1,00 \$CA (respectivement, 1,30 \$ et 1,03 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010). Les éléments importants des coûts d'exploitation des magasins influant sur le BAIIA comprennent le salaire du personnel en magasin, en hausse de 24 points de base exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, en raison principalement de l'augmentation du taux de salaire minimum dans divers territoires.

La charge d'amortissement pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 s'est élevée à 45 075 000 \$, contre 45 181 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Elle comprend un montant de 1 117 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 1 197 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010.

Le revenu de placement pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 a augmenté de 32,4 %, pour s'établir à 2 674 000 \$, comparativement à 2 020 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le revenu de dividendes a atteint 1 941 000 \$, par rapport à 1 562 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Il n'y a eu ni gain net ni perte nette en capital pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, alors que les pertes nettes en capital se sont élevées à 61 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Les intérêts créditeurs ont augmenté pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, s'établissant à 733 000 \$, contre 519 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010, en raison de l'amélioration des taux d'intérêt sur les placements à court terme.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 583 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, comparativement à 642 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Cette baisse reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

La charge d'impôts pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 s'est élevée à 32 418 000 \$, selon un taux d'imposition effectif de 30,0 %, par rapport à 24 220 000 \$ pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010, selon un taux d'imposition effectif de 31,3 %. La réduction du taux d'imposition effectif résulte de modifications apportées aux taux d'imposition pratiquement en vigueur dans les divers territoires fiscaux.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, le bénéfice net a augmenté de 42,3 %, pour se chiffrer à 75 620 000 \$ (bénéfice dilué par action de 1,12 \$), comparativement à 53 148 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,77 \$) pour les neuf premiers mois de l'exercice 2010. Cette augmentation découle principalement de l'incidence de la baisse des coûts des marchandises vendues en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, ces achats, qui sont réglés en dollars américains, ont dépassé 178 000 000 \$ US (169 000 000 \$ US au 31 octobre 2009). La valeur du dollar canadien a continué à fluctuer par rapport à celle du dollar américain pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses obligations en dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, la société a ouvert 27 magasins, soit 9 Reitmans, 2 Smart Set, 2 RW & CO., 1 Thyme Maternité, 5 Cassis, 4 Penningtons et 4 Addition Elle, et elle en a fermé 25. Au 30 octobre 2010, la société comptait 979 magasins en exploitation, soit 364 Reitmans, 161 Smart Set, 68 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 22 Cassis, 165 Penningtons et 123 Addition Elle, comparativement à un total de 981 magasins au 31 octobre 2009.

Diverses raisons motivent la fermeture de magasins étant donné que la viabilité de chacun d'eux et leur emplacement sont constamment surveillés et évalués pour assurer une rentabilité soutenue. Dans la plupart des cas, lorsqu'un magasin est fermé, les marchandises de ce magasin sont vendues dans le cours normal des activités, et les marchandises invendues à la date de fermeture sont habituellement transférées à d'autres magasins exploitant la même bannière en vue de les vendre dans le cours normal des activités.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 OCTOBRE 2010 (LE « TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2011 ») ET COMPARAISON AVEC LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 OCTOBRE 2009 (LE « TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2010 »)

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, les consommateurs ont limité leurs dépenses, ce qui a rendu l'environnement du secteur du commerce de détail plus difficile pour la société. Le chiffre d'affaires du troisième trimestre de l'exercice 2011 a diminué de 1,7 %, pour s'établir à 266 162 000 \$, contre 270 684 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a pour sa part régressé de 3,1 %. Statistique Canada a déclaré que, bien que l'indice des prix à la consommation se soit accru en août et en septembre, les prix du secteur des vêtements et des chaussures ont décliné. La pression à la baisse sur les prix au détail des vêtements s'explique principalement par la concurrence grandissante ainsi que par les clients qui exigent des prix avantageux. Les conditions de vente difficiles connues plus tôt au cours de l'exercice dans l'ouest du Canada ont persisté, tandis que l'est du Canada, en particulier au Québec et en Ontario, a affiché un meilleur chiffre d'affaires.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, le BAIIA est resté sensiblement le même, ayant fléchi de 132 000 \$, ou 0,3 %, pour s'établir à 41 966 000 \$, comparativement à 42 098 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. S'élevant à 66,7 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, la marge brute de la société s'est accrue par rapport à celle de 65,2 % pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, essentiellement en raison de l'incidence de l'appréciation du dollar canadien. Puisque la société règle la majeure partie de ses achats de marchandises en dollars américains, une variation importante de la valeur du dollar canadien par rapport à celle du dollar américain a une incidence sur le bénéfice. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, le taux de change moyen du dollar américain était de 1,03 \$ CA, contre 1,07 \$ CA pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Les prix au comptant relativement à 1,00 \$ US pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 ont varié entre un plafond de 1,06 \$ CA et un plancher de 1,00 \$ CA (respectivement, 1,11 \$ et 1,03 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010). Les éléments importants des coûts d'exploitation des magasins influant sur le BAIIA comprennent le salaire du personnel en magasin, en hausse de 39 points de base exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, en raison principalement de l'augmentation du taux de salaire minimum dans divers territoires.

La charge d'amortissement pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 15 163 000 \$, contre 15 022 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Elle comprend un montant de 322 000 \$ au titre de radiations découlant de la fermeture et des activités de rénovation de magasins, comparativement à un montant de 107 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010.

Le revenu de placement pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 a augmenté de 68,0 %, pour s'établir à 1 030 000 \$, comparativement à 613 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, le revenu de dividendes a atteint 655 000 \$, par rapport à 490 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Les intérêts créditeurs ont augmenté pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, s'établissant à 375 000 \$, contre 123 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, en raison de l'amélioration des taux d'intérêt sur les placements à court terme.

Les intérêts débiteurs sur la dette à long terme ont diminué pour atteindre 189 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 209 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Cette diminution reflète le remboursement continu de l'emprunt hypothécaire visant le centre de distribution de la société.

La charge d'impôts pour le troisième trimestre de l'exercice 2011 s'est élevée à 8 370 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 30,3 %, par rapport à 8 559 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010, selon un taux d'imposition effectif de 31,1 %. Cette réduction du taux d'imposition effectif résulte de modifications apportées aux taux d'imposition pratiquement en vigueur dans les divers territoires fiscaux.

Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, le bénéfice net a augmenté de 1,9 % pour se chiffrer à 19 274 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,29 \$), comparativement à 18 921 000 \$ (bénéfice dilué par action de 0,28 \$) pour le troisième trimestre de l'exercice 2010. Cette augmentation s'explique essentiellement par la réduction du coût des marchandises vendues en raison de l'appréciation du dollar canadien.

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. Pour le troisième trimestre de l'exercice, ces achats, qui sont réglés en dollars américains, se sont élevés à environ 72 000 000 \$ US (65 000 000 \$ US pour le trimestre terminé le 31 octobre 2009). La valeur du dollar canadien a continué à fluctuer par rapport à celle du dollar américain au troisième trimestre. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, y compris des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises assortis d'échéances d'au plus trois mois. Pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011, la société a ouvert 9 magasins, soit 2 Reitmans, 1 Smart Set, 1 RW & CO., 1 Cassis, 1 Penningtons et 3 Addition Elle, et elle en a fermé 7. Au 30 octobre 2010, la société comptait 979 magasins en exploitation, soit 364 Reitmans, 161 Smart Set, 68 RW & CO., 76 Thyme Maternité, 22 Cassis, 165 Penningtons et 123 Addition Elle, comparativement à un total de 981 magasins au 31 octobre 2009.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit présente les principales données financières pour les huit trimestres les plus récents. Ces renseignements trimestriels non vérifiés ont été préparés sur la même base que l'ont été les états financiers annuels.

RAPPORT DE GESTION

(EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Chiffre d'affaires	Bénéfice net	Bénéfice par action (« BPA »)	
			De base	Dilué
30 octobre 2010	266 162 \$	19 274 \$	0,29 \$	0,29 \$
31 juillet 2010	295 653	39 875	0,59	0,59
1 ^{er} mai 2010	238 978	16 471	0,24	0,24
30 janvier 2010	268 120	14 088	0,21	0,21
31 octobre 2009	270 684	18 921	0,28	0,28
1 ^{er} août 2009	286 071	26 426	0,38	0,38
2 mai 2009	231 652	7 801	0,11	0,11
31 janvier 2009	261 801	8 981	0,13	0,13

Le commerce de détail est saisonnier et les résultats d'exploitation d'une période intermédiaire ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats de l'exercice complet ou d'une période ultérieure.

BILAN

SITUATION FINANCIÈRE AU 30 OCTOBRE 2010 ET COMPARAISON AVEC LA SITUATION FINANCIÈRE AU 30 JANVIER 2010

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 218 944 000 \$, en baisse de 4,2 % par rapport à ceux de 228 577 000 \$ inscrits au 30 janvier 2010. La diminution de 9 633 000 \$ de la trésorerie s'explique surtout par des acquisitions d'immobilisations de 40 457 000 \$, le versement de dividendes de 38 655 000 \$ et l'achat d'actions de catégorie A sans droit de vote à hauteur de 30 112 000 \$ aux fins d'annulation, le tout étant contrebalancé par des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Les titres négociables que détient la société sont constitués principalement d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Au 30 octobre 2010, les titres négociables (présentés à la juste valeur) s'élevaient à 51 345 000 \$, contre 48 026 000 \$ au 30 janvier 2010. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. L'amélioration constante du marché observée au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011 s'est traduite par une hausse de la valeur marchande du portefeuille de placements de la société d'environ 6,3 %. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Les débiteurs se sont établis à 3 622 000 \$, en hausse de 696 000 \$ par rapport à ceux comptabilisés au 30 janvier 2010. Les débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Les stocks de marchandises se sont élevés à 94 078 000 \$, soit 30 951 000 \$ de plus qu'au 30 janvier 2010, ce qui est essentiellement attribuable à l'augmentation normale des stocks en vue de la période des Fêtes, et ce, malgré une réduction du coût des marchandises attribuable à l'appréciation du dollar canadien. Règle générale, le niveau des stocks, calculé sur une base trimestrielle, est à son plus haut à la fin du premier et du troisième trimestres de chaque exercice, en prévision des ventes respectives de la saison estivale et de la période des Fêtes. Les charges payées d'avance se sont établies à 14 161 000 \$, contre 11 873 000 \$ au 30 janvier 2010, une hausse qui s'explique principalement par le moment auquel a été effectué le paiement de divers éléments prépayés, comme les assurances et les contrats d'entretien.

Les impôts futurs découlent de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et du passif et leurs assiettes d'imposition respectives, et ils sont constatés aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur applicables afin de tenir compte de leurs incidences fiscales futures. Les actifs d'impôts futurs s'expliquent en majeure partie par les écarts relatifs aux immobilisations.

La société a investi 40 457 000 \$ en acquisitions d'immobilisations au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011. Son investissement consiste en 33 450 000 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 7 007 000 \$ pour le bureau de la rue Sauvé et le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa, principalement en améliorations du système de technologie de l'information. La société s'est lancée dans une importante mise à niveau de ses systèmes de merchandising et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion des entrepôts contribueront, grâce à une meilleure intégration, aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, tout en permettant à la société de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le coût total estimatif du projet, lequel sera appliqué progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2013, devrait s'élever à 13 000 000 \$.

Les crédettes et charges à payer se sont établis à 86 917 000 \$, en hausse de 9 151 000 \$ par rapport à ceux inscrits au 30 janvier 2010. Les crédettes de la société se composent, dans une large mesure, de comptes fournisseurs, de taxes de vente, de retenues d'impôt à la source et de passifs au titre des cartes-cadeaux non utilisés. Les impôts sur le bénéfice exigibles se sont chiffrés à 7 711 000 \$, contre 4 677 000 \$ au 30 janvier 2010, une augmentation qui s'explique en grande partie par la baisse des acomptes provisionnels.

La société offre un régime de retraite à prestations déterminées (le « régime »). Une évaluation actuarielle en a été faite en date du 31 décembre 2007 et extrapolée au 30 janvier 2010 en vue de déterminer le passif estimatif que la société a engagé relativement aux provisions du régime. La société est aussi le promoteur d'un régime complémentaire de retraite pour certains cadres dirigeants (le « RCRC »). Le RCRC n'est pas capitalisé, et lorsqu'une obligation survient relativement aux paiements à effectuer aux termes du RCRC (par exemple, lorsqu'un participant admissible prend sa retraite et commence à toucher des prestations aux termes du RCRC), les paiements sont portés en diminution du montant accumulé, à mesure que les paiements sont effectués. Au 30 octobre 2010, le passif au titre des prestations constituées

des régimes s'élevait à 6 391 000 \$, contre 5 443 000 \$ au 30 janvier 2010, une hausse qui s'explique par un montant de 1 413 000 \$ qui a été passé en charges au titre des deux régimes pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, tandis que pour la même période, les cotisations aux régimes de retraite se sont chiffrées à 465 000 \$.

SITUATION FINANCIÈRE AU 30 OCTOBRE 2010 ET COMPARAISON AVEC LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 OCTOBRE 2009

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se sont chiffrés à 218 944 000 \$, en hausse de 10,4 % par rapport à ceux de 198 281 000 \$ au 31 octobre 2009. Les titres négociables que détient la société sont constitués principalement d'actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Au 30 octobre 2010, les titres négociables (présentés à la juste valeur) s'élevaient à 51 345 000 \$, contre 37 254 000 \$ au 31 octobre 2009. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. L'accroissement au chapitre des titres négociables découle d'achats de titres combinés à une progression importante de la valeur marchande du portefeuille par rapport à l'exercice antérieur. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Les débiteurs se sont établis à 3 622 000 \$, en hausse de 311 000 \$ par rapport à ceux au 31 octobre 2009. Les débiteurs de la société se composent essentiellement des ventes par carte de crédit effectuées au cours des quelques derniers jours du trimestre. Les stocks de marchandises se sont établis à 94 078 000 \$, soit 2 287 000 \$ de plus qu'au 31 octobre 2009, en raison surtout de ventes moins importantes au cours du troisième trimestre de l'exercice 2011. Les charges payées d'avance se sont élevées à 14 161 000 \$, contre 11 083 000 \$ au 31 octobre 2009, une hausse qui s'explique principalement par le moment auquel a été effectué le paiement de divers éléments prépayés, comme les assurances et les contrats d'entretien.

Les impôts futurs découlent de l'écart entre la valeur comptable de l'actif et du passif et leurs assiettes d'imposition respectives, et ils sont constatés aux taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur applicables afin de tenir compte de leurs incidences fiscales futures. Les actifs d'impôts futurs s'expliquent en majeure partie par les écarts relatifs aux immobilisations.

Les immobilisations se sont chiffrées à 215 176 000 \$, contre 230 102 000 \$ au 31 octobre 2009. La réduction de la valeur comptable nette des immobilisations reflète la diminution des dépenses en immobilisations au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010 en raison du contexte économique difficile. La société a investi 40 457 000 \$ en acquisitions d'immobilisations au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011. Son investissement pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011 consiste en 33 450 000 \$ en coûts de construction et de rénovation de magasins et en 7 007 000 \$ pour le bureau de la rue Sauvé et le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa, principalement en améliorations du système de technologie de l'information. La société s'est lancée dans une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion des entrepôts contribueront aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, grâce à une meilleure intégration, tout en permettant à la société de réduire le coût global de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le coût total estimatif du projet, lequel sera appliqué progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2013, devrait s'élever à 13 000 000 \$.

Les créateurs et charges à payer se sont établis à 86 917 000 \$, en hausse de 5 103 000 \$ par rapport à ceux au 31 octobre 2009. Les créateurs de la société se composent, dans une large mesure, de comptes fournisseurs, de taxes de vente, de retenues d'impôt à la source et de passifs au titre des cartes-cadeaux non utilisées. Les impôts sur le bénéfice exigibles se sont chiffrés à 7 711 000 \$, comparativement à des impôts sur le bénéfice à recouvrer de 5 429 000 \$ au 31 octobre 2009, principalement parce que les acomptes provisionnels payés ont été supérieurs aux impôts estimatifs de l'exercice précédent.

GESTION DES RISQUES D'EXPLOITATION

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La situation économique canadienne s'est améliorée, or, comme le relève la Banque du Canada dans son *Rapport sur la politique monétaire* d'octobre 2010, l'économie entre dans une période de croissance plus modeste. La société suit de près les conditions économiques afin de réagir aux habitudes de dépenses de consommation et aux contraintes connexes lorsqu'elle prend ses décisions au chapitre de l'exploitation à court terme et à long terme. En outre, la situation financière de la société est solide et, contrairement à bien des entreprises qui ressentent l'effet de l'accès désormais limité au crédit, elle dispose de beaucoup de liquidités et de suffisamment de sources de crédit disponible pour répondre à ses besoins.

CONCURRENCE

Le secteur canadien du vêtement est très concurrentiel et compte parmi ses joueurs de grands magasins, des chaînes de magasins spécialisées et des détaillants indépendants. Il n'existe pas de barrière efficace pour empêcher l'entrée sur le marché de détail canadien du vêtement d'un concurrent éventuel, qu'il soit étranger ou canadien. La société a constaté, au cours des dernières années, l'arrivée d'un certain nombre de concurrents étrangers qui exercent maintenant des activités dans pratiquement tous les créneaux du commerce de détail canadien au sein desquels la société est présente. De même, les Canadiennes ont accès à de nombreux sites de magasinage en ligne à l'échelle internationale. La société estime qu'elle est bien placée pour concurrencer les autres détaillants. La société exploite sept bannières différentes, et les marchandises qu'elle offre sont diversifiées, puisque chaque bannière cible un créneau particulier du marché du vêtement pour dames au Canada. Les magasins de la société proposent aux consommateurs des vêtements mode à prix abordables d'un océan à l'autre.

SAISONNALITÉ

La vente de vêtements pour dames constitue la principale activité de la société, activité qu'elle exerce à partir de 979 points de vente loués et exploités sous sept bannières dans l'ensemble du Canada. Les activités de la société sont de nature saisonnière et elles sont assujetties à divers facteurs qui ont une incidence directe sur les ventes au détail de vêtements, facteurs sur lesquels la société n'a aucun contrôle, à savoir les conditions météorologiques, le degré de confiance des consommateurs, les changements dans les habitudes d'achat et la possibilité de changements rapides dans les tendances de la mode.

DISTRIBUTION ET CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

La société est tributaire de l'efficacité de l'exploitation de son seul et unique centre de distribution. Ainsi, toute perturbation majeure de l'exploitation du centre de distribution (par exemple, catastrophe naturelle, panne des systèmes et destruction ou dommages majeurs causés par un incendie) risque de retarder de façon importante

ou d'empêcher le ravitaillement de ses magasins en temps opportun, ce qui pourrait entraîner des pertes de ventes futures qui risqueraient de diminuer considérablement les résultats d'exploitation de la société.

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

La société est tributaire de ses systèmes informatiques pour gérer son exploitation, lesquels sont composés d'une gamme complète de systèmes financiers, de ventes de détail, de marchandisage, de contrôle des stocks, de planification, de prévision, de préparation de rapports et de distribution. La société investit régulièrement dans la mise à niveau, l'amélioration, l'entretien et le remplacement de ces systèmes. Toute perturbation majeure de la performance de ces systèmes pourrait entraîner d'importantes répercussions négatives sur l'exploitation et les résultats financiers de la société.

RÉGLEMENTATION GOUVERNEMENTALE

La direction estime que la société est dotée d'une structure des plus efficaces pour exercer ses activités dans toutes les provinces et dans tous les territoires canadiens. De ce fait, elle est assujettie à tous les changements importants et négatifs susceptibles de survenir dans une ou dans plusieurs de ces compétences territoriales, changements qui risqueraient d'avoir une incidence sur le bénéfice et le chiffre d'affaires, les taux d'imposition, les droits de douane, les quotas imposés ou rétablis et toutes autres questions légiférées ou réglementées par l'État.

SOURCES D'APPROVISIONNEMENT EN MARCHANDISES

La quasi-totalité de la marchandise de la société est vendue sous sa marque maison. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, aucun fournisseur n'a représenté plus de 10 % des achats de la société (en dollars et/ou en unités), et il existe une panoplie de sources (tant au pays qu'à l'étranger) pour presque toute la marchandise offerte. La société entretient de bonnes relations avec ses fournisseurs et elle n'a aucune raison de croire qu'elle est exposée à des risques importants qui l'empêcheraient de faire l'acquisition, la distribution et/ou la vente de marchandises, et ce, sur une base permanente.

Une récente envolée des prix du coton, un matériau important de la fabrication des vêtements, ainsi qu'une importante pénurie de matériaux devraient exercer une forte pression sur les marges de certains produits. La société continue de surveiller de près l'évolution de la situation dans l'optique de continuer d'établir ses prix en fonction de la valeur.

La société s'efforce d'être écoresponsable et est consciente que la pression concurrentielle à l'égard de la croissance économique et de l'efficacité des coûts doit s'harmoniser avec une méthode éprouvée de gestion de la durabilité, y compris avec la gérance de l'environnement. La société a adopté des pratiques d'approvisionnement et d'autres pratiques commerciales qui répondent aux inquiétudes de ses clients en matière d'environnement. La société a instauré des principes directeurs selon lesquels elle doit respecter les lois et règlements touchant l'environnement. Bien que la société exige que ses fournisseurs se conforment à ces lignes directrices, rien ne garantit que ceux-ci n'agiront pas de façon à nuire à la réputation de la société, comme il s'agit de tiers indépendants sur lesquels la société n'exerce aucun contrôle. Cependant, en cas de défaut de conformité évident, la société pourrait être appelée à chercher de nouveaux fournisseurs, ce qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les résultats financiers de la société en raison d'une augmentation des coûts ou de retards de livraison éventuels.

GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de variation du cours des actions, ont été fournies dans le rapport annuel de l'exercice 2010 de la société et aucune modification importante des risques de la société n'a été constatée au cours de la période de neuf mois terminée le 30 octobre 2010, sauf en ce qui concerne le risque de change tel qu'il est décrit ci-après.

RISQUE DE CHANGE

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains et, par conséquent, une volatilité importante de la devise américaine par rapport à la devise canadienne peut avoir des répercussions négatives sur sa marge brute. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises dont la durée ne dépasse pas trois mois et des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 30 octobre 2010, au 31 octobre 2009 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains qui, au 30 octobre 2010, étaient principalement constitués de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 26 101 000 \$ et de créanciers s'élevant à 2 507 000 \$, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 30 octobre 2010, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, aurait entraîné, respectivement, une diminution ou une augmentation de 1 685 000 \$ du bénéfice net de la société pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 octobre 2010.

LIQUIDITÉS, FLUX DE TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Au 30 octobre 2010, les capitaux propres s'élevaient à 523 460 000 \$, ou 7,91 \$ par action, contre 512 302 000 \$, ou 7,53 \$ par action, l'an dernier (510 166 000 \$, ou 7,55 \$ par action, au 30 janvier 2010). L'incidence de la récession sur les marchés boursiers canadiens au cours de l'exercice 2010 a entraîné à sa suite une importante chute de l'indice composé de la Bourse de Toronto. La société, du fait des avoirs importants qu'elle détient sous forme de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, n'a toutefois subi que de minimes pertes de valeur sur le plan de ses actifs liquides. Grâce à l'amélioration du marché observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société s'est rétablie de manière importante. La société continue à jouir d'une solide situation financière. Les principales sources de liquidités de la société sont constituées de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements dans des titres négociables (présentés à la juste valeur) totalisant 270 289 000 \$, contre 235 535 000 \$ l'an dernier (276 603 000 \$ au 30 janvier 2010). La trésorerie est investie de façon prudente, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. La société dispose de facilités de crédit d'emprunt et de fonds de

RAPPORT DE GESTION

08

roulement non garantis de 125 000 000 \$. Au 30 octobre 2010, une tranche de 45 362 000 \$ (35 928 000 \$ au 31 octobre 2009 et 53 624 000 \$ au 30 janvier 2010) de la ligne de crédit d'exploitation était engagée pour des lettres de crédit documentaires et des lettres de crédit de soutien. Ces facilités de crédit sont utilisées principalement pour des lettres de crédit en dollars américains, émises à l'intention de tiers vendeurs étrangers qui exigent un tel aval avant de confirmer les commandes d'achat passées par la société. Cette dernière utilise rarement ces facilités de crédit à d'autres fins.

La société a octroyé à des tiers des lettres de crédit de soutien émises par des établissements financiers hautement cotés afin d'indemniser ces tiers dans le cas où la société n'honorerait pas ses obligations contractuelles. Au 30 octobre 2010, le montant maximal du passif éventuel aux termes de ces lettres de crédit de soutien était de 5 063 000 \$. Ces lettres arrivent à échéance à diverses dates au cours de l'exercice 2011. La société n'a inscrit aucun passif à l'égard de ces garanties, car elle ne prévoit pas faire de paiement pour ces éléments.

La société est auto-assurée sur une base limitée relativement à certains risques portant sur les biens et elle souscrit de l'assurance de risques successifs auprès de sociétés d'assurances qui sont stables financièrement. La société maintient des programmes exhaustifs de sécurité interne et de prévention des sinistres afin d'atténuer l'incidence financière des vols.

La société a continué à rembourser sa dette à long terme relativement à l'emprunt hypothécaire contracté sur le centre de distribution, versant à cet égard 327 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2011. La société a versé des dividendes s'élevant à 13 241 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2011, comparativement à 12 244 000 \$ pour le troisième trimestre de l'exercice 2010.

Au troisième trimestre de l'exercice 2011, la société n'a racheté aucune action de catégorie A sans droit de vote dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités.

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la société a investi 40 457 000 \$ dans de nouveaux magasins et des magasins rénovés, et pour améliorer le système de technologie de l'information dans le bureau de la rue Sauvé et dans le centre de distribution du boulevard Henri-Bourassa. La société s'est lancée dans une importante mise à niveau de ses systèmes de marchandisage et d'approvisionnement, lesquels sont essentiels à la stratégie de croissance de la société. Par ailleurs, les initiatives technologiques ainsi que les améliorations des systèmes de gestion des entrepôts contribueront aux changements et à la croissance dans tous les secteurs de la société, grâce à une meilleure intégration, tout en permettant à la société de réduire le coût de l'entretien et des mises à niveau des systèmes. Le coût total estimatif du projet, lequel sera appliqué progressivement jusqu'à son achèvement pendant l'exercice 2013, devrait s'élever à 13 000 000 \$. La société avait prévu faire près de 30 000 000 \$ de dépenses en immobilisations au cours de l'exercice se terminant le 29 janvier 2011 relativement à la construction et à la rénovation de magasins ainsi qu'à l'amélioration du système de technologie de l'information. À présent, la société prévoit que l'investissement total relatif aux acquisitions d'immobilisations devrait se chiffrer à environ 45 000 000 \$ pour l'exercice 2011; elle se fonde essentiellement sur le moment auquel ont été effectués les paiements liés aux nouvelles initiatives technologiques et sur l'augmentation des dépenses en immobilisations à l'égard des magasins pour déterminer ce montant. Ces dépenses, en plus du versement de dividendes en espèces, des remboursements liés aux facilités de crédit bancaire et aux obligations à l'égard de la dette à long terme et des rachats d'actions de catégorie A sans droit de vote, devraient être financées à l'aide des ressources financières existantes de la société et des fonds provenant de son exploitation.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente les engagements financiers de la société, exclusion faite des débiteurs et des charges à payer, en date du 30 octobre 2010, dont le détail a été présenté précédemment.

	Total	D'ici un an	Dans deux à quatre ans	Dans cinq ans et plus
Obligations contractuelles				
Contrats de location-exploitation des magasins et des bureaux ¹	467 495 000 \$	100 492 000 \$	219 960 000 \$	147 043 000 \$
Obligations d'achat ²	134 530 000	133 114 000	1 416 000	—
Autres contrats de location-exploitation ³	17 851 000	4 495 000	10 495 000	2 861 000
Dette à long terme	11 765 000	1 363 000	4 642 000	5 760 000
Intérêts sur la dette à long terme	2 853 000	704 000	1 557 000	592 000
Total des obligations contractuelles	634 494 000 \$	240 168 000 \$	238 070 000 \$	156 256 000 \$

¹ Représente les montants minimaux des loyers à payer aux termes de baux à long terme pour les magasins et les bureaux en date du 30 octobre 2010.

² Comprend les montants se rapportant aux ententes d'achat de biens et services qui sont irrévocables et exécutoires pour la société.

³ Comprend les paiements au titre de la location du matériel informatique, d'automobiles et de matériel de bureau.

RENSEIGNEMENTS SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

En date du 1^{er} décembre 2010, 13 440 000 actions ordinaires et 52 762 306 actions de catégorie A sans droit de vote de la société étaient émises et en circulation. Chaque action ordinaire donne à son porteur une voix aux assemblées des actionnaires de la société. Le nombre des options sur actions en cours de la société s'établissait à 3 136 000 et leur prix d'exercice moyen était de 14,39 \$. Chaque option sur actions donne à son porteur le droit d'acheter une action de catégorie A sans droit de vote de la société à un prix d'exercice établi en fonction du cours des actions à la date à laquelle l'option a été attribuée.

En novembre 2010, la société a reçu l'autorisation de la Bourse de Toronto de donner suite à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités aux termes de laquelle elle peut racheter jusqu'à 2 638 115 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, soit 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 17 novembre 2010. Le volume quotidien moyen des opérations en bourse sur le titre s'est établi à 71 905 actions au cours de la période de six mois précédant le 1^{er} novembre 2010. Conformément aux règlements de la Bourse de Toronto, la société peut racheter quotidiennement jusqu'à 25 % de cette moyenne, soit 17 976 actions.

L'offre a débuté le 28 novembre 2010 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2011. Les actions seront rachetées à la Bourse de Toronto au nom de la société par l'entremise d'un courtier inscrit. Le prix payé pour les actions correspondra au cours du marché en vigueur au moment des rachats. Le nombre d'actions rachetées et le moment choisi pour effectuer les rachats seront déterminés par la direction de la société. Toutes les actions rachetées par la société seront annulées. Au cours des neuf mois terminés le 30 octobre 2010, la société a racheté, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de l'exercice précédent, 1 583 000 actions de catégorie A sans droit de vote, d'une valeur comptable de 731 000 \$, en contrepartie d'une somme en espèces totale de 30 112 000 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, soit 29 381 000 \$, a été imputé aux bénéfices non répartis.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Dans le cours normal de ses activités, la société doit prendre des engagements longtemps d'avance pour l'approvisionnement d'une part importante de ses achats de marchandises, dans certains cas jusqu'à huit mois d'avance. La majeure partie de ces achats doit être réglée en dollars américains. La société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses engagements à long terme en dollars américains, notamment des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises. Pour l'exercice à ce jour, la société a satisfait à son obligation en matière de dollars américains grâce à des achats au prix au comptant.

Un contrat d'option sur devises constitue une option d'acheter une devise auprès d'une contrepartie à une date et selon un montant prédéterminé. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société réduit ce risque en ne faisant affaire qu'avec des contreparties hautement cotées, habituellement des banques à charte canadiennes.

La société n'a pas recours à des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation. Les contrats d'option sur devises envisagés ont une échéance qui ne dépasse pas trois mois. Au 30 octobre 2010, au 31 octobre 2009 et au 30 janvier 2010, la société n'avait en cours aucun contrat d'option sur devises.

Le bénéfice net de la société pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 octobre 2010 comprend respectivement des gains de change de 966 000 \$ et 837 000 \$ (des pertes de 1 073 000 \$ et de 293 000 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2009, respectivement).

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

La société loue deux magasins de détail qui appartiennent à un apparenté. Les baux de ces locaux ont été conclus selon des modalités commerciales semblables à celles des baux qui ont été conclus avec des tiers pour des établissements semblables. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la charge locative aux termes de ces baux a totalisé environ 149 000 \$ (149 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 octobre 2009).

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la société a engagé des honoraires de 530 000 \$ liés à des conseils juridiques généraux et à d'autres types de consultation (360 000 \$ pour la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2009) auprès de cabinets de services professionnels auxquels sont associés des administrateurs externes de la société. La société est d'avis que cette rémunération est fondée sur des modalités normales pour des opérations entre non-apparentés.

Ces opérations sont inscrites au montant de la contrepartie versée conformément à ce qui a été établi et convenu par les apparentés.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux instruments financiers de la société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de titres négociables. La société a recours à ses liquidités pour financer la construction et les rénovations continues de magasins de même que ses besoins en fonds de roulement. Les instruments financiers qui sont exposés à des concentrations de risque de crédit consistent essentiellement en des éléments de trésorerie et des équivalents de trésorerie. La société réduit ses risques de crédit en investissant son encaisse disponible dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques et dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes. La société surveille de près le risque auquel l'exposent ses placements de liquidités à court terme. Les titres négociables consistent surtout en des actions privilégiées de sociétés ouvertes canadiennes. Le portefeuille de placements de la société est exposé à la volatilité des marchés boursiers. Grâce à l'amélioration du marché récemment observée, la valeur marchande du portefeuille de placements de la société s'est rétablie de manière importante. La société jouit d'un haut niveau de liquidité, étant donné que sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie sont placés, sur une base à court terme, dans des billets de dépôt au porteur auprès de banques, dans des dépôts à terme dans de grandes banques à charte canadiennes et dans du papier commercial assorti d'une cote d'au moins R1.

Comme la volatilité du dollar canadien se répercute sur les bénéfices et même si la société envisage diverses stratégies pour gérer le coût de ses obligations continues libellées en dollars américains, dont des achats au prix au comptant et des contrats d'option sur devises, cette volatilité peut l'exposer à des risques.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

VALEUR DES STOCKS

La société a recours à la méthode de l'inventaire au prix de détail pour déterminer le prix coûtant des marchandises. Les stocks de marchandises sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux. Les stocks excédentaires ou à rotation lente sont recensés et une provision est constituée à partir des meilleures estimations de la direction. De plus, une provision est également comptabilisée pour la freinte des stocks et les retours sur ventes, selon les taux historiques de la société. Étant donné que les stocks et le coût des marchandises vendues constituent des éléments importants des états financiers, toute variation des hypothèses et des estimations pourrait avoir une incidence significative sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la société.

RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS

La société comptabilise la rémunération et les autres paiements à base d'actions à l'aide de la méthode fondée sur la juste valeur. Les options sur actions attribuées sont passées en charges sur la période d'acquisition en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'attribution, valeur qui est déterminée à l'aide du modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes. Pour calculer le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours de l'exercice en

fonction de la juste valeur, diverses hypothèses sont utilisées pour établir la durée prévue des options, le taux d'intérêt sans risque, la volatilité prévue du cours des actions et le taux moyen de rendement des actions. Le recours à d'autres estimations pourrait faire en sorte que la charge de rémunération à base d'actions soit différente de celle que la société a constatée.

RÉGIMES DE RETRAITE

La société offre un régime de retraite contributif à prestations déterminées et parraine aussi un RCRC. Le coût de ces régimes est établi périodiquement par des actuaires indépendants. La charge de retraite est prise en compte dans les résultats d'exploitation. Les hypothèses utilisées dans le calcul de la charge de retraite et des obligations au titre des prestations projetées comprennent le taux d'actualisation, le taux d'augmentation des salaires et le taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes. Avec prise d'effet à l'ouverture de l'exercice terminé le 30 janvier 2010, la société a abaissé sa prévision du taux de rendement à long terme des actifs des régimes de 7,5 % à 7,0 % en raison du rendement des marchés boursiers nord-américains. Le recours à d'autres hypothèses pourrait faire en sorte que la charge de retraite diffère de celle que la société a comptabilisée. Le régime de retraite à prestations déterminées est entièrement capitalisé et solvable d'après l'évaluation actuarielle menée au 31 décembre 2007 et extrapolée au 30 janvier 2010, alors que le RCRC est un régime de retraite sans capitalisation.

ÉCARTS D'ACQUISITION

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis, mais ils font l'objet d'un test de dépréciation annuellement à la fin de l'exercice, ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que les actifs pourraient avoir subi une baisse de valeur. Si la société détermine à l'avenir qu'il y a eu baisse de valeur, elle doit radier la tranche dépréciée des écarts d'acquisition.

CARTES-CADEAUX

Les cartes-cadeaux vendues sont inscrites à titre de passif et les produits sont constatés lorsque ces dernières sont utilisées. Pour chaque période, la société examine les passifs au titre des cartes-cadeaux pour en évaluer la pertinence. Dans le cadre de son examen, la société fait une estimation de l'utilisation prévue et elle évalue les tendances particulières qui pourraient se traduire en un ajustement au passif au titre des cartes-cadeaux non utilisées.

ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et a modifié le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Les normes visant les écarts d'acquisition demeurent telles qu'elles étaient dans l'ancien chapitre 3062. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. L'adoption de cette norme a entraîné le reclassement, dans les actifs incorporels au bilan, de la valeur comptable nette des logiciels de 9 964 000 \$ au 30 janvier 2010, somme qui était auparavant classée dans les immobilisations corporelles. À des fins de comparaison, au 31 octobre 2009, la valeur comptable nette des logiciels de 10 520 000 \$ a été reclassée dans les actifs incorporels, alors qu'elle était auparavant classée dans les immobilisations corporelles.

INSTRUMENTS FINANCIERS – INFORMATIONS À FOURNIR

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin de rehausser les exigences en matière d'information à fournir au sujet de l'évaluation à la juste valeur et du risque de liquidité des instruments financiers. Cette modification s'applique aux états financiers annuels pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009 et a pour objet de faciliter la convergence vers les normes internationales d'information financière (les « IFRS », pour International Financial Reporting Standards). Les instruments financiers constatés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux :

Niveau 1 – évaluation fondée sur des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des passifs ou des actifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données non observables du marché (utilisation d'hypothèses et d'estimations de la direction quant au prix qu'attribueraient les intervenants du marché aux actifs ou aux passifs).

Le chapitre modifié porte uniquement sur les informations à fournir et n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Au 30 octobre 2010, au 31 octobre 2009 et au 30 janvier 2010, la société ne détenait pas une quantité importante d'actifs ou de passifs devant être évalués à la juste valeur, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des titres négociables, qui ont tous été évalués au moyen de données de niveau 1 de la hiérarchie d'évaluation à la juste valeur.

PASSAGE AUX NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour les périodes et les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Pour la société, il s'agira de l'exercice se terminant le 28 janvier 2012. Par conséquent, la société devra commencer à présenter son information financière selon les IFRS au trimestre se terminant le 30 avril 2011. Elle devra alors dresser un bilan d'ouverture et fournir des données établies selon les IFRS pour les périodes comparatives présentées.

En 2008, la société a commencé à planifier le passage des PCGR du Canada actuels aux IFRS en établissant un plan d'exécution et en mettant sur pied une équipe de projet. Cette équipe est chapeauté par des cadres dirigeants de son service des finances, lesquels assurent la gouvernance, la gestion et le soutien du projet dans son ensemble. Des représentants de divers secteurs de l'organisation, au besoin, et des conseillers externes mandatés pour le passage aux IFRS font également partie de cette équipe, qui rend des comptes au Comité de vérification de la société sur une base trimestrielle.

Le plan d'exécution du projet comporte trois étapes, soit l'évaluation préliminaire, l'évaluation détaillée et la conception ainsi que la mise en œuvre.

ÉTAPE 1 : Évaluation préliminaire	
Mesures	<ul style="list-style-type: none"> • Révision de haut niveau des principales différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS. • Évaluation initiale des différentes dispenses prévues par l'IFRS 1 et disponibles à la date de transition. • Évaluation de haut niveau des répercussions possibles sur la présentation de l'information financière, les processus d'affaires, les contrôles internes et les systèmes d'information. • Séances de formation relatives aux IFRS à l'intention des divers membres de l'équipe de projet des IFRS.
Calendrier	Troisième trimestre de l'exercice 2009
Progression	Terminé
ÉTAPE 2 : Évaluation détaillée et conception	
Mesures	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque secteur de différences comptables entre les PCGR du Canada et les IFRS relevé au cours de l'évaluation préliminaire fait l'objet d'une évaluation, et un membre de l'équipe de projet des IFRS est chargé d'examiner ces différences. • Cet examen porte notamment sur les modifications à apporter aux conventions comptables, aux systèmes d'information et aux processus d'affaires déjà en place, en plus d'une analyse des diverses conventions comptables permises par les IFRS et des répercussions sur la préparation des états financiers en application des IFRS. • L'équipe de projet des IFRS de la société discute de ces différences et rend compte de ses décisions, notamment au sujet de la sélection des dispenses prévues par l'IFRS 1 à la date de transition, dans des notes de service relatives aux IFRS qui sont soumises à l'approbation des vérificateurs externes. • Établissement d'un projet d'états financiers et de notes conformes aux IFRS. • Aux trimestres, présentation des principales différences et de leurs conséquences au comité de vérification.
Calendrier	Deuxième trimestre de l'exercice 2011
Progression	<ul style="list-style-type: none"> • Les différences attribuables aux IFRS ont fait l'objet d'une analyse, et des conclusions ont été formulées au sujet de la plupart des choix de conventions comptables, des modifications aux processus et de choix non récurrents au moment de la transition. • La société travaille actuellement à l'établissement d'états financiers provisoires conformes aux IFRS, conformément à l'IAS 1, <i>Présentation des états financiers</i>. • Des sessions périodiques d'information et de mise à jour au sujet de l'état d'avancement du projet sont données à l'intention de la haute direction et du comité de vérification.
ÉTAPE 3 : Mise en œuvre	
Mesures	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration des modifications dans les systèmes, les processus d'affaires et le contrôle interne, au besoin. • Comptabilité parallèle en application des PCGR du Canada et des IFRS. • Préparation de rapprochements détaillés entre les états financiers conformes aux PCGR du Canada et aux IFRS. • Programmes de formation à l'intention du personnel des finances et d'autres services de la société, au besoin. • Approbation des états financiers conformes aux IFRS par le comité de vérification.
Calendrier	Troisième et quatrième trimestres de l'exercice 2011
Progression	En cours

Les progrès réalisés jusqu'à maintenant par la société ont donné lieu aux conclusions suivantes :

PREMIÈRE ADOPTION (IFRS 1)

L'IFRS 1 décrit le cadre de la première adoption des IFRS et indique qu'en général, une entité doit appliquer les IFRS de manière rétrospective et que les ajustements découlant de la conversion aux IFRS doivent être constatés directement dans les bénéfices non répartis. L'IFRS 1 prévoit diverses dispenses facultatives et obligatoires. La société s'attend actuellement à se prévaloir des dispenses suivantes :

Dispense	Application de la dispense
Regroupements d'entreprises	La société a l'intention d'utiliser la dispense et de ne pas retraiter sa comptabilisation des regroupements d'entreprises antérieurs.
Juste valeur comme coût présumé	La société a l'intention de ne pas utiliser la dispense, mais de continuer à inscrire ses immobilisations corporelles au coût historique.
Obligations au titre des prestations	La société a l'intention d'utiliser la dispense et de ne présenter l'information comparative que pour un seul exercice.

Les autres dispenses facultatives ne s'appliquent que de façon limitée ou ne s'appliquent aucunement à la société.

CONVENTIONS COMPTABLES

Voici certains secteurs clés des différences comptables pour lesquels les modifications apportées aux conventions comptables au cours de la conversion aux IFRS peuvent avoir une incidence sur les états financiers de la société. Cette liste ne doit pas être considérée comme liste exhaustive des changements. Elle vise plutôt à mettre en évidence les secteurs des différences comptables qui, de l'avis actuel de la société, s'avéreront les plus importantes au moment de la conversion aux IFRS, de même que les ajustements de transition prévus.

Immobilisations corporelles (IAS 16)

Aux termes des IFRS, chaque composante d'une immobilisation corporelle dont le coût est important relativement au coût total de l'immobilisation doit être amortie séparément, sur différentes durées de vie utile. La société adoptera le mode de comptabilisation par composantes pour ses établissements à la date de conversion aux IFRS. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société s'attend à comptabiliser un ajustement de transition visant à augmenter les immobilisations corporelles et à diminuer les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet d'augmenter les bénéfices non répartis de près de 1 100 000 \$.

Dépréciations d'actifs (IAS 36)

Le test de dépréciation selon les PCGR du Canada comprend deux étapes, dont la première consiste en une comparaison de la valeur comptable des actifs à long terme avec les flux de trésorerie futurs non actualisés, ce qui permet de déterminer si une dépréciation existe. Si la valeur comptable dépasse la valeur recouvrable sur une base non actualisée, les flux de trésorerie seront donc actualisés aux fins du calcul de la valeur de la dépréciation et les valeurs comptables seront dépréciées à la juste valeur estimative. L'IAS 36, *Dépréciation d'actifs* a recours à une approche en une étape pour tester et évaluer la perte de valeur, la valeur comptable des actifs étant directement comparée à la juste valeur diminuée des coûts de vente ou à la valeur d'utilité (laquelle utilise les flux de trésorerie futurs actualisés), selon la plus élevée des deux.

La société a terminé l'analyse de ses activités et a déterminé quelles unités génératrices de trésorerie seront utilisées aux fins des tests de dépréciation et quels regroupements d'unités génératrices de trésorerie serviront aux tests liés aux écarts d'acquisition. Des modèles ont été développés et seront utilisés au besoin pour les tests de dépréciation à la date de transition aux IFRS et par la suite. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à réduire les immobilisations corporelles et à augmenter les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 2 700 000 \$.

Programmes de fidélisation de la clientèle (IFRIC 13)

Les IFRS exigent que la juste valeur des programmes de fidélisation soit comptabilisée à titre de composante distincte de l'opération de vente initiale. La société devra reporter une tranche de l'opération de vente initiale au cours de laquelle les primes sont accordées jusqu'à ce que la société ait respecté ses engagements. Aux termes des PCGR du Canada, la société comptabilise le coût net du programme à titre de coût d'exploitation. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à réduire les créditeurs et les charges à payer, comptabiliser les produits reportés et augmenter les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 5 300 000 \$.

Avantages du personnel (IAS 19)

Aux termes des IFRS, les passifs et les charges relatifs au coût des services passés lié aux droits acquis dans le cadre d'un régime à prestations déterminées sont comptabilisés immédiatement à l'état des résultats. Le coût des services passés de la société acquis en vertu d'un régime à prestations déterminées est comptabilisé sur la durée moyenne résiduelle d'activité prévue selon les PCGR du Canada. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à augmenter le passif au titre des prestations constituées et à accroître les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 3 700 000 \$.

Par ailleurs, en ce qui a trait à sa convention comptable à l'égard de son régime à prestations déterminées, la société a décidé de comptabiliser les gains et pertes actuariels directement dans les autres éléments du résultat étendu plutôt qu'au bénéfice net. L'incidence de la comptabilisation de ce changement ne devrait pas être importante.

Immobilisations incorporelles (IAS 38)

Les PCGR du Canada autorisent le report des frais de publicité (à titre d'éléments payés d'avance) et leur passation en charges au moment où la campagne publicitaire a lieu. Aux termes des IFRS, les frais de publicité doivent être comptabilisés à titre de charge au moment où les frais sont engagés. Au moment de la mise en œuvre des IFRS, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition visant à réduire les charges payées d'avance et à augmenter les actifs d'impôts futurs. L'ajustement de transition aura pour effet de réduire les bénéfices non répartis d'environ 600 000 \$.

Instruments financiers (IAS 39)

Les titres négociables de la société sont classés comme étant « disponibles à la vente ». Ces actifs financiers sont évalués à la valeur de marché dans le résultat étendu à chaque fin de période.

Aux termes des PCGR du Canada, lorsque, pour les actifs disponibles à la vente (présentés à la juste valeur), se produit un repli « durable » de la juste valeur d'un actif financier, la perte cumulée ayant été comptabilisée directement dans les autres éléments du résultat étendu est supprimée du cumul des autres éléments du résultat étendu pour être présentée dans le bénéfice net, et ce, même si l'actif financier n'a pas été vendu.

Aux termes des IFRS, une perte de valeur à l'égard des titres disponibles à la vente est comptabilisée lorsque la juste valeur de ces derniers subit une baisse « importante ou prolongée » en deçà de son coût. Toute perte de valeur est comptabilisée en résultat.

La mise en œuvre des IFRS a occasionné un changement dans la détermination de la perte liée aux baisses de valeur, celles-ci passant de « durables » à « importantes ou prolongées »; par conséquent, la société prévoit comptabiliser un ajustement de transition afin de reclasser les pertes de valeur découlant du cumul des autres éléments du résultat étendu et réduire les bénéfices non répartis d'environ 6 200 000 \$.

Divers autres secteurs des IFRS auront des répercussions pour la société, mais dans une moindre mesure.

RÉPERCUSSIONS SUR LES SYSTÈMES D'INFORMATION ET SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

Pour l'instant, la transition est censée avoir peu de répercussions sur les systèmes d'information utilisés par la société.

RÉPERCUSSIONS SUR LES CONTRÔLES INTERNES ET LES CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La transition aux IFRS n'aura pas de répercussion importante sur les contrôles internes de la société. Les différences attribuables aux IFRS pourront entraîner des changements de présentation et de processus devant permettre la communication d'informations plus détaillées dans les notes afférentes aux états financiers. Toutefois, pour l'instant, il n'est pas prévu qu'il en résultera de nombreuses différences pour les traitements comptables utilisés par la société.

Les contrôles et procédures de communication de l'information pourront changer en raison de la transition aux IFRS, mais l'on s'attend, là aussi, à ce que les répercussions soient minimes.

RÉPERCUSSIONS SUR L'EXPERTISE EN MATIÈRE D'INFORMATION FINANCIÈRE

Tous les membres de l'équipe des finances directement touchés par la transition aux IFRS ont suivi une formation. Les autres membres du personnel des finances suivront, au besoin, une formation relative aux IFRS.

GÉNÉRALITÉS

La direction a implanté un système pour pouvoir comptabiliser en parallèle l'information financière selon les IFRS à la date de transition et pour chacune des périodes financières de l'exercice 2011 dont les chiffres comparatifs seront présentés dans les états financiers de l'exercice 2012 préparés selon les IFRS.

La société continue de surveiller et d'évaluer les conséquences des différences changeantes entre les PCGR du Canada et les IFRS, l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB ») étant censé continuer à publier de nouvelles normes comptables pendant la période de transition.

Le projet de conversion aux IFRS de la société progresse conformément à l'échéancier prévu. Au fur et à mesure que ce projet avancera, la société pourra modifier ses intentions et les étapes à franchir qui ont été communiquées au moment de la présentation de l'information afin de tenir compte des modifications apportées aux normes internationales en cours d'élaboration ou à la lumière de nouvelles informations ou d'autres facteurs externes dont elle pourrait prendre connaissance d'ici au basculement.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La société a conçu des contrôles et des procédures de communication de l'information afin de fournir l'assurance raisonnable que les renseignements importants relatifs à la société sont compris dans les documents annuels et trimestriels. En outre, la société a évalué l'efficacité de ses contrôles et procédures de communication de l'information au 30 janvier 2010 et elle a conclu qu'ils étaient efficaces.

La société, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109 de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux principes comptables généralement reconnus. La société a évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière au 30 janvier 2010 et elle a conclu qu'il était efficace.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société au cours de la période de neuf mois terminée le 30 octobre 2010 qui a eu, ou qui pourrait vraisemblablement avoir, une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la société.

PERSPECTIVES

Malgré les signes d'une reprise économique, l'économie canadienne n'a pas retrouvé son état d'avant la récession. Dans son *Rapport sur la politique monétaire* d'octobre 2010, la Banque du Canada a revu ses prévisions et prévoit une croissance plus modeste que ce qu'elle avait anticipé. Les niveaux d'emploi au Canada ont affiché une croissance graduelle, les ventes dans le secteur du commerce de détail sont plus favorables et le taux d'inflation est demeuré stable et, selon les prévisions, devrait se maintenir à un taux peu élevé. La force du dollar canadien favorise les importateurs. Elle freine toutefois l'activité économique dans d'autres secteurs au pays. Une récente envolée des prix du coton, un matériau important de la fabrication des vêtements, ainsi qu'une importante pénurie de matériaux devraient exercer une pression sur les marges de certains produits. La société continue de surveiller de près l'évolution de la situation dans l'optique de continuer d'établir ses prix en fonction de la valeur. La société estime que la demande des consommateurs demeurera faible pendant le reste de l'exercice 2011, accompagnée par une légère progression après cet exercice étant donné que les consommateurs demeurent prudents. Ces attentes guident la direction dans sa gestion de toutes les facettes de l'entreprise. Sur une note positive, la direction est d'avis que la société demeure en mesure d'améliorer sa position sur les marchés, et ce, dans tous les créneaux de marché qu'elle occupe, en proposant une vaste gamme de marchandises de qualité à bon prix. La société n'a pratiquement aucune dette et dispose de réserves de trésorerie qui lui permettent d'agir lorsque des occasions se présentent à tous les égards, notamment en ce qui concerne le merchandising, l'acquisition ou la construction de magasins, le remplacement ou la mise à niveau de systèmes ou, encore, l'expansion par voie d'acquisitions.

Le bureau de Hong Kong continue d'être bénéfique à la société, comptant plus de 110 salariés à plein temps spécialisés dans la recherche de vêtements à la mode, de haute qualité et à prix abordables pour toutes les bannières. Sur une base annuelle, la société importe directement environ 80 % de sa marchandise, principalement de la Chine.

La direction de la société est d'avis que, de manière générale, les consommateurs continueront à percevoir d'un bon œil la marchandise offerte, même en ces temps difficiles. La société jouit d'un excellent bilan ainsi que de liquidités et d'une capacité d'emprunt de premier ordre. Ses systèmes, notamment pour l'approvisionnement en marchandises, le contrôle des stocks, la planification, l'attribution et la distribution, la gestion du centre de distribution, les points de vente, la gestion financière et la technologie de l'information sont entièrement intégrés. La société s'est engagée à continuer d'investir dans la formation de ses salariés à tous les niveaux.

BILANS

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

	30 octobre 2010	31 octobre 2009	Vé­ri­fié 30 janvier 2010
ACTIF			
ACTIF À COURT TERME			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 9)	218 944 \$	198 281 \$	228 577 \$
Titres négociables (note 9)	51 345	37 254	48 026
Débiteurs	3 622	3 311	2 926
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	–	5 429	–
Stocks de marchandises	94 078	91 791	63 127
Charges payées d'avance	14 161	11 083	11 873
Impôts futurs	2 214	2 735	2 395
Total de l'actif à court terme	384 364	349 884	356 924
IMMOBILISATIONS			
Immobilisations corporelles	203 436	219 582	210 612
Actifs incorporels	11 740	10 520	9 964
Total des immobilisations	215 176	230 102	220 576
ÉCARTS D'ACQUISITION	42 426	42 426	42 426
IMPÔTS FUTURS	13 869	11 129	11 466
	655 835 \$	633 541 \$	631 392 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIF À COURT TERME			
Créditeurs et charges à payer	86 917 \$	81 814 \$	77 766 \$
Impôts sur le bénéfice exigibles	7 711	–	4 677
Tranche de la dette à long terme échéant à moins de un an (note 7)	1 363	1 279	1 300
Total du passif à court terme	95 991	83 093	83 743
CRÉDITS REPORTÉS AU TITRE DES CONTRATS DE LOCATION	19 591	21 567	20 609
DETTE À LONG TERME (note 7)	10 402	11 765	11 431
PASSIF AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES	6 391	4 814	5 443
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions (note 5)	27 985	25 370	25 888
Surplus d'apport	6 134	4 715	5 164
Bénéfices non répartis	488 206	486 920	480 622
Cumul des autres éléments du résultat étendu	1 135	(4 703)	(1 508)
	489 341	482 217	479 114
Total des capitaux propres	523 460	512 302	510 166
	655 835 \$	633 541 \$	631 392 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DES RÉSULTATS

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
Chiffre d'affaires	800 793 \$	788 407 \$	266 162 \$	270 684 \$
Coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs (note 4)	649 771	667 236	224 196	228 586
	151 022	121 171	41 966	42 098
Amortissement	45 075	45 181	15 163	15 022
Bénéfice d'exploitation avant les éléments ci-dessous	105 947	75 990	26 803	27 076
Revenu de placement (note 9)	2 674	2 020	1 030	613
Intérêts sur la dette à long terme	583	642	189	209
Bénéfice avant les impôts sur le bénéfice	108 038	77 368	27 644	27 480
Impôts sur le bénéfice				
Exigibles	35 034	26 643	9 236	9 929
Futurs	(2 616)	(2 423)	(866)	(1 370)
	32 418	24 220	8 370	8 559
Bénéfice net	75 620 \$	53 148 \$	19 274 \$	18 921 \$
Bénéfice par action (note 8)				
De base	1,13 \$	0,77 \$	0,29 \$	0,28 \$
Dilué	1,12	0,77	0,29	0,28

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
Bénéfice net	75 620 \$	53 148 \$	19 274 \$	18 921 \$
Autres éléments du résultat étendu				
Gain net (perte) non réalisé(e) sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu(e) au cours de la période (déduction faite des impôts de 394 \$ pour les neuf mois et de 250 \$ pour les trois mois terminés le 30 octobre 2010; 549 \$ pour les neuf mois et 424 \$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2009)	2 643	3 434	1 674	(888)
Reclassement dans le bénéfice net des pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 8 \$ pour les neuf mois terminés le 31 octobre 2009)	-	53	-	-
	2 643	3 487	1 674	(888)
Résultat étendu	78 263 \$	56 635 \$	20 948 \$	18 033 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

16

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	75 620 \$	53 148 \$	19 274 \$	18 921 \$
Ajustements au titre de ce qui suit :				
Amortissement	45 075	45 181	15 163	15 022
Impôts futurs	(2 616)	(2 423)	(866)	(1 370)
Rémunération à base d'actions	1 525	810	522	511
Amortissement des crédits reportés au titre des contrats de location	(3 731)	(3 870)	(1 236)	(1 333)
Crédits reportés au titre des contrats de location	2 713	3 312	1 549	2 297
Cotisations à un régime de retraite	(465)	(454)	(155)	(154)
Charge de retraite	1 413	1 350	471	450
Perte sur la vente de titres négociables	–	61	–	–
Perte (gain) de change	358	722	198	(135)
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement liés aux activités d'exploitation	(20 968)	(16 035)	24	8 201
	98 924	81 802	34 944	42 410
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Achats de titres négociables	(282)	(1 843)	(105)	(70)
Produit de la vente de titres négociables	–	1 390	–	–
Acquisition d'immobilisations	(40 457)	(27 811)	(16 514)	(11 113)
	(40 739)	(28 264)	(16 619)	(11 183)
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Dividendes versés	(38 655)	(37 101)	(13 241)	(12 244)
Rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote aux fins d'annulation	(30 112)	(32 485)	–	(7 050)
Remboursement sur la dette à long terme	(966)	(907)	(327)	(307)
Produit tiré de l'émission de capital-actions	2 273	1 904	849	1 052
	(67 460)	(68 589)	(12 719)	(18 549)
(PERTE) GAIN DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE DÉTENUE EN DEVICES	(358)	(722)	(198)	135
(DIMINUTION) AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(9 633)	(15 773)	5 408	12 813
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE LA PÉRIODE	228 577	214 054	213 536	185 468
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE	218 944 \$	198 281 \$	218 944 \$	198 281 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 9)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(NON VÉRIFIÉ)
(EN MILLIERS)

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
CAPITAL-ACTIONS				
Solde au début de la période	25 888 \$	23 830 \$	26 930 \$	24 430 \$
Contrepartie en espèces à l'exercice d'options sur actions	2 273	1 904	849	1 052
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	555	633	206	71
Annulation d'actions aux termes du programme de rachat d'actions (note 5)	(731)	(997)	–	(183)
Solde à la fin de la période	27 985	25 370	27 985	25 370
SURPLUS D'APPORT				
Solde au début de la période	5 164	4 538	5 818	4 275
Coûts de rémunération liés aux options sur actions	1 525	810	522	511
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	(555)	(633)	(206)	(71)
Solde à la fin de la période	6 134	4 715	6 134	4 715
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS				
Solde au début de la période	480 622	502 361	482 173	487 110
Bénéfice net	75 620	53 148	19 274	18 921
Dividendes	(38 655)	(37 101)	(13 241)	(12 244)
Prime au rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote (note 5)	(29 381)	(31 488)	–	(6 867)
Solde à la fin de la période	488 206	486 920	488 206	486 920
CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU				
Solde au début de la période	(1 508)	(8 190)	(539)	(3 815)
Gain net (perte) non réalisé(e) sur les actifs financiers disponibles à la vente survenu(e) au cours de la période (déduction faite des impôts de 394 \$ pour les neuf mois et de 250 \$ pour les trois mois terminés le 30 octobre 2010; 549 \$ pour les neuf mois et 424 \$ pour les trois mois terminés le 31 octobre 2009)	2 643	3 434	1 674	(888)
Reclassement dans le bénéfice net des pertes sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts de 8 \$ pour les neuf mois terminés le 31 octobre 2009)	–	53	–	–
Solde à la fin de la période ¹	1 135	(4 703)	1 135	(4 703)
Total des capitaux propres	523 460 \$	512 302 \$	523 460 \$	512 302 \$

¹ Les titres négociables sont classés comme étant des placements financiers disponibles à la vente et constituent le seul élément du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

(NON VÉRIFIÉ)

(TOUS LES MONTANTS SONT EN MILLIERS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

NOTES

1. PRÉSENTATION DE L'INFORMATION

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés (les « états financiers ») ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada en ce qui concerne l'information financière intermédiaire et ils comprennent tous les ajustements habituels et récurrents nécessaires à la juste présentation des états financiers. Par conséquent, ils ne contiennent pas toutes les informations et les notes exigées selon les principes comptables généralement reconnus du Canada en matière de présentation des états financiers annuels. Les présents états financiers doivent être lus à la lumière des plus récents états financiers annuels pour la période de 52 semaines terminée le 30 janvier 2010. La société a appliqué les mêmes conventions comptables dans la préparation des états financiers que celles mentionnées à la note 4 afférente aux états financiers annuels de la société dans son rapport annuel de l'exercice 2010.

Les activités de la société sont de nature saisonnière et, en raison de l'étendue géographique couverte par les magasins de la société ainsi que de la diversité des produits qu'elle offre, les résultats d'exploitation de la société subissent des fluctuations trimestrielles. En raison du caractère saisonnier des activités, le rendement de la société pour les 39 semaines terminées le 30 octobre 2010 n'est pas nécessairement représentatif de son rendement pour le reste de l'exercice.

Aucun montant dans les notes ci-jointes n'a fait l'objet d'une vérification, à moins d'indication contraire.

2. ADOPTION DE NOUVELLES NORMES COMPTABLES

a) Écart d'acquisition et actifs incorporels

En février 2008, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié le chapitre 3064 du *Manuel de l'ICCA*, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », qui remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels », et modifie le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers ». Ce nouveau chapitre établit des normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels. Les normes visant les écarts d'acquisition demeurent telles qu'elles étaient dans l'ancien chapitre 3062. Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2008. L'adoption de cette norme a entraîné le reclassement, dans les actifs incorporels au bilan, de la valeur comptable nette des logiciels de 9 964 \$ au 30 janvier 2010, somme qui était auparavant classée dans les immobilisations corporelles. À des fins de comparaison, au 31 octobre 2009, une somme de 10 520 \$, représentant la valeur comptable nette des logiciels et auparavant classée dans les immobilisations corporelles, a été reclassée dans les actifs incorporels.

b) Instruments financiers – informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a modifié le chapitre 3862 du *Manuel de l'ICCA*, « Instruments financiers – informations à fournir », afin de rehausser les exigences en matière d'information à fournir au sujet de l'évaluation à la juste valeur et du risque de liquidité des instruments financiers. Cette modification s'applique aux états financiers annuels pour les exercices se terminant après le 30 septembre 2009 et a pour objet de faciliter la convergence vers les normes internationales d'information financière (les « IFRS », pour International Financial Reporting Standards). Les instruments financiers constatés à la juste valeur au bilan doivent être classés selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux :

Niveau 1 – évaluation fondée sur des prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des passifs ou des actifs identiques;

Niveau 2 – techniques d'évaluation fondées sur des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

Niveau 3 – techniques d'évaluation fondées sur des données non observables du marché (utilisation d'hypothèses et d'estimations de la direction quant au prix qu'attribueraient les intervenants du marché aux actifs ou aux passifs).

Le chapitre modifié porte uniquement sur les informations à fournir et n'a eu aucune incidence sur les résultats financiers de la société. Au 30 octobre 2010, au 31 octobre 2009 et au 30 janvier 2010, la société ne détenait pas une quantité importante d'actifs ou de passifs devant être évalués à la juste valeur, à l'exception de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des titres négociables, qui ont tous été évalués au moyen de données de niveau 1 de la hiérarchie d'évaluation à la juste valeur.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

3. PRISES DE POSITION RÉCENTES EN COMPTABILITÉ

Le Conseil des normes comptables du Canada a confirmé que les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes seront tenues d'utiliser les IFRS. Pour ces entreprises, les IFRS remplaceront les PCGR du Canada existants. Les nouvelles normes s'appliqueront aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011. Les sociétés seront tenues de fournir des informations correspondantes selon les IFRS pour l'exercice précédent. La société appliquera cette norme à compter du premier trimestre de l'exercice se terminant le 28 janvier 2012. La société évalue actuellement l'incidence du passage aux IFRS et elle continuera d'investir dans la formation et dans les ressources tout au long de la période de transition, afin de faciliter ce passage en temps opportun.

4. STOCKS

Le coût des stocks constaté comme une charge et inclus dans le coût des marchandises vendues, frais de vente et frais généraux et administratifs de la période de neuf mois terminée le 30 octobre 2010 s'est établi à 255 458 \$ (284 442 \$ au 31 octobre 2009). Au cours du trimestre, la société a constaté une somme de 4 096 \$ (3 912 \$ au 31 octobre 2009) au titre de la dépréciation des stocks du fait que la valeur nette de réalisation était inférieure au coût, et aucune dépréciation des stocks constatée au cours des périodes précédentes n'a fait l'objet d'une reprise.

5. CAPITAL-ACTIONS

- Les actions de catégorie A sans droit de vote et les actions ordinaires de la société ont égalité de rang quant au droit qu'elles confèrent de recevoir des dividendes ou de participer à la distribution d'actifs de la société. Toutefois, dans le cas d'un dividende en actions, les porteurs d'actions de catégorie A sans droit de vote auront le droit de recevoir des actions de catégorie A sans droit de vote et les porteurs d'actions ordinaires auront le droit de recevoir des actions ordinaires.
- La société a autorisé un nombre illimité d'actions de catégorie A sans droit de vote.

Le tableau qui suit présente un résumé des actions de catégorie A sans droit de vote émises pour chacune des périodes indiquées :

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les		Vérfié 30 janvier 2010
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009	
Solde au début de la période	54 160	56 864	52 693	54 934	56 864
Actions émises à l'exercice d'options sur actions	186	197	70	89	277
Actions rachetées aux termes d'une offre publique de rachat	(1 583)	(2 481)	–	(443)	(2 981)
Solde à la fin de la période	52 763	54 580	52 763	54 580	54 160

La société a autorisé un nombre illimité d'actions ordinaires. Au 30 octobre 2010, 13 440 actions ordinaires étaient émises (13 440 au 31 octobre 2009; 13 440 au 30 janvier 2010) et elles comportaient une valeur de 482 \$ (482 \$ au 31 octobre 2009; 482 \$ au 30 janvier 2010).

- Pour les neuf mois terminés le 30 octobre 2010, la société a racheté, dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de l'exercice précédent, 1 583 actions de catégorie A sans droit de vote comportant une valeur comptable de 731 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 30 112 \$. L'excédent du prix d'achat sur la valeur comptable des actions, soit 29 381 \$, a été imputé aux bénéfices non répartis.

En novembre 2010, la société a reçu l'approbation de la Bourse de Toronto lui permettant d'effectuer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Aux termes de cette offre publique de rachat, la société peut racheter jusqu'à 2 638 de ses actions de catégorie A sans droit de vote, ce qui représente 5 % des actions de catégorie A sans droit de vote émises et en circulation au 17 novembre 2010. Cette offre de rachat a commencé le 28 novembre 2010 et peut se poursuivre jusqu'au 27 novembre 2011.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

20

6. RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La société offre un régime d'options d'achat d'actions qui est décrit à la note 11 c) afférente aux états financiers paraissant dans le rapport annuel de l'exercice 2010.

La variation des options sur actions en cours se présente comme suit :

	Pour les neuf mois terminés les				Pour les trois mois terminés les			
	30 octobre 2010		31 octobre 2009		30 octobre 2010		31 octobre 2009	
	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré	Options	Prix d'exercice moyen pondéré
En cours au début de l'exercice	3 207	14,14 \$	1 594	12,84 \$	3 206	14,35 \$	3 376	13,95 \$
Attribuées	115	18,03	1 920	14,50	–	–	–	–
Exercées	(186)	12,23	(197)	9,67	(70)	12,23	(89)	11,83
Frappées d'extinction	–	–	(30)	12,23	–	–	–	–
En cours à la fin de l'exercice	3 136	14,39 \$	3 287	14,01 \$	3 136	14,39 \$	3 287	14,02 \$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	1 018	13,51 \$	963	12,94 \$	1 018	13,51 \$	963	12,94 \$

Le coût de rémunération lié aux attributions d'options sur actions effectuées au cours de la période de neuf mois terminée le 30 octobre 2010 a été calculé en fonction de la juste valeur à l'aide des hypothèses suivantes :

	100 options attribuées le 7 avril 2010	15 options attribuées le 2 juin 2010
Durée prévue des options	6,5 années	4,9 années
Taux d'intérêt sans risque	3,59 %	2,44 %
Volatilité prévue du cours des actions	47,18 %	37,40 %
Taux moyen de rendement des actions	4,00 %	4,38 %
Juste valeur moyenne pondérée des options attribuées	6,22 \$	4,25 \$

7. DETTE À LONG TERME

	30 octobre 2010	31 octobre 2009	Vérfié 30 janvier 2010
Emprunt hypothécaire portant intérêt à un taux de 6,40 %, remboursable en versements mensuels de capital et d'intérêts de 172 \$, venant à échéance en novembre 2017 et garanti par le centre de distribution de la société	11 765 \$	13 044 \$	12 731 \$
Moins la tranche à moins de un an	1 363	1 279	1 300
	10 402 \$	11 765 \$	11 431 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

8. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le nombre d'actions utilisé dans le calcul du bénéfice par action se présente comme suit :

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice de base par action	66 954	69 061	66 168	68 200
Effet dilutif des options en cours	461	148	566	265
Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour calculer le bénéfice dilué par action	67 415	69 209	66 734	68 465

Au 30 octobre 2010, un total de 273 options sur actions ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action, celles-ci étant réputées avoir un effet antidilutif, du fait que les prix d'exercice étaient supérieurs au cours moyen des actions durant le trimestre.

9. AUTRES INFORMATIONS

- a) Le calcul du bénéfice net de la société pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 octobre 2010 tient compte de gains de change s'élevant respectivement à 966 \$ et à 837 \$ (pertes de 1 073 \$ et de 293 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 octobre 2009, respectivement).
- b) Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie :

	30 octobre 2010	31 octobre 2009	Véifié 30 janvier 2010
	Soldes bancaires	5 117 \$	3 909 \$
Dépôts à court terme portant intérêt à 0,9 % (0,3 % au 31 octobre 2009; 0,3 % au 30 janvier 2010)	213 827	194 372	223 900
Trésorerie et équivalents de trésorerie	218 944 \$	198 281 \$	228 577 \$
Titres négociables			
Juste valeur	51 345 \$	37 254 \$	48 026 \$
Coût	49 405	42 052	49 123
Opérations sans effet sur la trésorerie			
Acquisitions d'immobilisations comprises dans les crédettes et charges à payer	626 \$	870 \$	1 408 \$
Valeur attribuée créditée au capital-actions par suite de l'exercice d'options sur actions	555	633	655

	Pour les neuf mois terminés les		Pour les trois mois terminés les	
	30 octobre 2010	31 octobre 2009	30 octobre 2010	31 octobre 2009
Sommes en espèces versées au cours de la période au titre de ce qui suit :				
Impôts sur le bénéfice	37 870 \$	28 663 \$	8 529 \$	7 737 \$
Intérêts	583	642	189	209
Revenu de placement				
Actifs financiers disponibles à la vente				
Dividendes	1 941 \$	1 562 \$	655 \$	490 \$
Perte réalisée sur une cession	-	(61)	-	-
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
Intérêts créditeurs	733	519	375	123
	2 674 \$	2 020 \$	1 030 \$	613 \$

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

10. INSTRUMENTS FINANCIERS

a) Présentation de la juste valeur

Les estimations de la juste valeur sont faites à un moment déterminé, selon l'information disponible concernant l'instrument financier. Ces estimations sont de nature subjective et ne peuvent souvent être déterminées avec précision.

La société a déterminé que la valeur comptable de ses actifs et de ses passifs financiers à court terme se rapprochait de leur juste valeur aux dates de fin de période, étant donné l'échéance à court terme de ces instruments. La juste valeur des titres négociables est fondée sur les cours publiés sur le marché à la fin de la période, lesquels sont considérés comme étant des données de niveau 1 dans la hiérarchie d'évaluation de la juste valeur.

La juste valeur de la dette à long terme est de 12 031 \$ (12 003 \$ au 31 octobre 2009; 13 045 \$ au 30 janvier 2010), alors que sa valeur comptable est chiffrée à 11 765 \$ (13 044 \$ au 31 octobre 2009; 12 731 \$ au 30 janvier 2010).

La juste valeur de la dette à long terme de la société portant intérêt à un taux fixe a été calculée selon la valeur actuelle des versements futurs de capital et d'intérêts, actualisés aux taux d'intérêt en vigueur sur le marché pour des titres de créance identiques ou semblables comportant une durée résiduelle identique.

b) Gestion des risques

Les informations relatives à l'exposition aux risques, en particulier aux risques de crédit, de liquidité, de change, de taux d'intérêt et de marché ont été divulguées dans les états financiers au 30 janvier 2010 paraissant dans le rapport annuel de l'exercice 2010 et aucun changement important n'est survenu en ce qui a trait à l'exposition aux risques de la société au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2011, sauf en ce qui concerne le risque de change, tel qu'il est décrit ci-après.

Risque de change

La société achète une quantité importante de marchandises libellées en dollars américains et, par conséquent, une volatilité importante de la devise américaine par rapport à la devise canadienne peut avoir des répercussions négatives sur sa marge brute. La société prend en compte une combinaison de contrats d'option sur devises et des achats sur le marché au comptant pour gérer le risque de change sur les flux de trésorerie se rapportant à ces achats. La durée de ces contrats d'option ne dépasse généralement pas trois mois. Un contrat d'option sur devises représente l'option d'acheter des devises d'une contrepartie afin de respecter ses obligations. Les risques de crédit existent dans l'éventualité où une contrepartie manquerait à ses engagements. La société atténue ce risque en ne traitant qu'avec des contreparties hautement cotées, soit ordinairement de grandes institutions financières canadiennes. Pour les neuf premiers mois de l'exercice 2011, la société a satisfait à ses exigences en matière de dollars américains au moyen d'achats au prix au comptant.

Au 30 octobre 2010, au 31 octobre 2009 et au 30 janvier 2010, aucun contrat d'option sur devises n'était en cours.

La société a effectué une analyse de sensibilité à l'égard de ses instruments financiers libellés en dollars américains qui, au 30 octobre 2010, étaient principalement constitués de trésorerie et d'équivalents de trésorerie d'un montant de 26 101 \$ et de créanciers s'élevant à 2 507 \$, afin de déterminer dans quelle mesure une variation du cours du change du dollar américain aurait une incidence sur le bénéfice net. Au 30 octobre 2010, une hausse ou une baisse de 10 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, toutes les autres variables, en particulier les taux d'intérêt, demeurant par ailleurs égales, aurait entraîné respectivement une diminution ou une augmentation de 1 685 \$ du bénéfice net de la société pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 octobre 2010.

979



MAGASINS A TRAVERS LE CANADA

	REITMANS	SMART SET	RW & CO.	THYME	CASSIS	PENNINGTONS	ADDITIONELLE	TOTAL
TERRE-NEUVE	14	3	1	-	-	4	2	24
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD	3	3	-	-	-	1	-	7
NOUVELLE-ÉCOSSE	19	6	1	2	-	10	3	41
NOUVEAU-BRUNSWICK	16	6	3	1	1	4	5	36
QUÉBEC	84	38	16	19	8	25	34	224
ONTARIO	116	62	26	29	8	58	42	341
MANITOBA	14	5	2	2	-	6	3	32
SASKATCHEWAN	12	3	-	2	-	9	3	29
ALBERTA	43	18	8	12	4	24	16	125
COLOMBIE-BRITANNIQUE	41	17	11	9	1	24	15	118
TERRITOIRES DU NORD-OUEST	1	-	-	-	-	-	-	1
YUKON	1	-	-	-	-	-	-	1
	364	161	68	76	22	165	123	979

Inspiré par la femme modèle et non la top modèle, **REITMANS** habille avec style et à prix abordable la femme sous toutes ses formes. Avec ses **364 MAGASINS**, Reitmans est la plus importante chaîne de commerce au détail de mode féminine au Canada et se démarque par une fidélité de la clientèle solidement établie grâce à un service supérieur, des stratégies marketing novatrices, ainsi que des produits de qualité. Reitmans, conçus pour la vraie vie.

Comptant **161 MAGASINS**, **SMART SET** est la destination mode de la femme âgée de 25 à 35 ans, à l'affût des dernières tendances. D'une superficie moyenne de 3 400 pieds carrés, l'environnement dynamique et agréable de l'« atelier mode » Smart Set offre à notre clientèle les outils dont elle a besoin pour élaborer la garde-robe qui convient à son style de vie. Smart Set offre une foule de styles à prix accessibles : des essentiels carrière aux accessoires, en passant par les vêtements d'allure urbaine et décontractée.

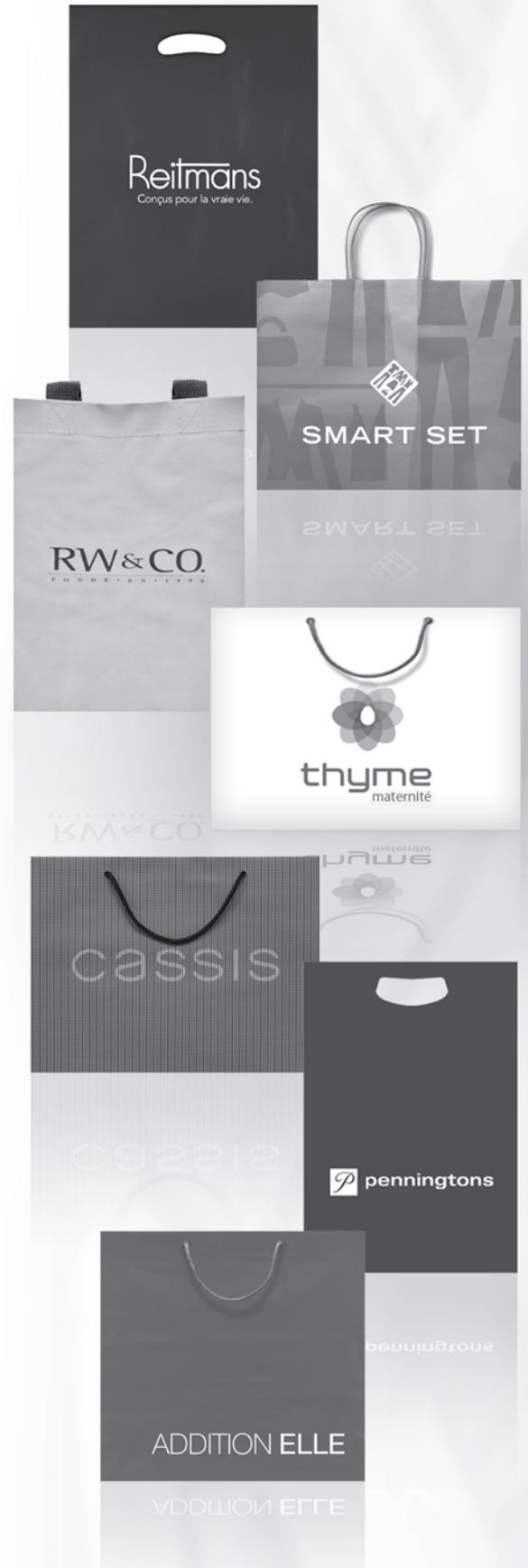
Regroupant **68 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 4 500 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants, **RW&CO.** répond aux besoins d'une clientèle formée de jeunes femmes et de jeunes hommes (de 18 à 30 ans) en leur proposant des tenues de ville et des vêtements décontractés originaux de qualité, à la mode et à prix raisonnables. Un environnement unique et décontracté, une attention authentique apportée à la clientèle et un marketing exceptionnel, tels sont les éléments sur lesquels repose la marque RW&CO.

THYME, chef de file canadien de la mode maternité, propose aux femmes enceintes des styles actuels et le service d'un personnel expert et amical. Thyme s'adresse à toutes les femmes enceintes qui désirent conserver un style branché et irrésistible tout au long de leur grossesse. Thyme exploite **76 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 2 400 pieds carrés situés dans des centres commerciaux importants et des mégacentres.

CASSIS, la plus récente bannière de Reitmans (Canada) Limitée, exploite **22 MAGASINS** d'une superficie moyenne de 3 600 pieds carrés. Situés dans des centres commerciaux régionaux importants, les magasins Cassis offrent des vêtements urbains décontractés et des vêtements de carrière qui reflètent la personnalité de notre clientèle : charismatique et jeune d'esprit. Nous privilégions des styles, des coupes et des tissus qui avantagent la silhouette de la femme dans la quarantaine, tout en sublimant l'énergie et l'attitude de ses 35 ans.

Exploitant **165 MAGASINS** d'un océan à l'autre, **PENNINGTONS** propose à la femme de taille plus un vaste choix de vêtements carrière et tout-aller, de lingerie et d'accessoires qui répondent à son style de vie. Pourvue d'un superbe assortiment de tenues classiques et contemporaines, offertes en tailles 14 à 32 et 1X à 6X, la mode Penningtons se veut abordable et seyante. On retrouve dans tous les magasins Penningtons la collection MXM qui s'adresse à une clientèle de taille plus, jeune et à l'avant-garde. D'une superficie moyenne de 6 000 pieds carrés, les magasins Penningtons sont situés dans des mégacentres et des mails linéaires. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Penningtons en ligne, à l'adresse penningtons.com.

Comptant **123 MAGASINS** répartis dans tout le Canada, **ADDITION ELLE** incite sa clientèle à faire sa marque avec une sélection épatante de vêtements classiques et contemporains au style assuré et aux prix abordables. En plus de collections carrière et week-end uniques, Addition Elle propose un choix ravissant de dessous, de tenues de nuit et de sport, de vêtements d'extérieur et d'accessoires. Elle offre aussi à ses plus jeunes clientes une collection tendance appelée MXM. D'une superficie moyenne de 6 100 pieds carrés, les magasins Addition Elle logent dans des mégacentres et des centres commerciaux d'un océan à l'autre. Il est aussi possible de se procurer les vêtements Addition Elle en ligne, à l'adresse additionelle.com.



INFORMATION CORPORATIVE

REITMANS (CANADA) LIMITÉE

BUREAU DE L'ADMINISTRATION

250, rue Sauvé Ouest

Montréal, Québec H3L 1Z2

Téléphone : (514) 384-1140

Télécopieur : (514) 385-2669

Courrier électronique : info@reitmans.com

Site Web de la société : reitmans.ca

ADRESSE ENREGISTRÉE

3300 Highway #7 West, Suite 702

Vaughan, Ontario L4K 4M3

Téléphone : (905) 761-2830

Télécopieur : (905) 761-8922

AGENT DES TRANSFERTS ET AGENT COMPTABLE DES REGISTRES

Services aux investisseurs Computershare Inc.

Halifax, Montréal, Toronto, Calgary, Vancouver

SYMBOLES BOURSIERS

LA BOURSE DE TORONTO

Actions ordinaires RET

Actions de catégorie A
sans droit de vote RET.A



REITMANS

SMART SET

RW & CO.

THYME

CASSIS

PENNINGTONS

ADDITION ELLE

Reitmans